Budget 2027 : le Gouvernement veut (encore) supprimer 4 000 emplois en insertion

Le Projet de loi de Finances 2027 prévoit de réduire de 5,9 % les crédits alloués à la politique d'insertion par l'activité économique (IAE), soit une baisse d'environ 80 millions d'euros par rapport à 2026. Cela engendrerait la suppression d'environ 4 000 emplois en insertion, soit plus de 10 000 parcours d'insertion en moins par rapport à 2026.

Cette baisse conséquente s'inscrit dans un contexte de réduction tendancielle des postes en insertion financés par l'État et les collectivités territoriales depuis trois ans et risque d'affaiblir encore davantage les structures d'insertion qui peinent déjà à maintenir l'équilibre économique à cause de la hausse des coûts, d'une conjoncture défavorable et de l'aggravation des difficultés sociales rencontrées, elles aussi, par les personnes embauchées en parcours d'insertion.

Par ailleurs, le Gouvernement envisage de réduire à 65 millions d'euros les crédits dédiés à la formation ("PIC IAE") pour 2027, soit 7 % de moins qu'en 2026, et 35 % de moins par rapport à 2024.

Justifiée par des considérations purement budgétaires qui font peser un effort démesuré sur le Ministère du Travail et des Solidarités, cette décision va à contre-courant de l'objectif du plein-emploi visé par Emmanuel Macron depuis le début de sa présidence. Puisque sans politique d'insertion ambitieuse, le retour vers l'emploi des millions de personnes qui en ont été éloignées est impossible.

Cette baisse est aussi un contresens au regard des grands défis de la France. La politique d'insertion est un atout évident face au choc démographique, à la quête de souveraineté économique, à la nécessaire transition écologique, à la précarisation et au vieillissement d'une large partie de la population. Elle est une solution efficace pour répondre aux besoins en recrutement dans les secteurs stratégiques comme l'industrie, le soin, l'agriculture, l'économie circulaire, la logistique, les services ou encore le bâtiment.

En rabotant la politique d'insertion depuis 3 ans, le Gouvernement se prive d'un levier efficace pour les finances publiques puisqu'en accompagnant le retour à l'emploi des personnes qui en ont été éloignées, la politique d'IAE rapporte à l'État et à la sécurité sociale bien plus que ce qu'elle ne leur coûte.

L'ensemble des réseaux de l'IAE appellent les parlementaires de tous bords à former, comme l'an dernier, un front uni autour d'un objectif consensuel : si nous voulons relancer notre économie, surmonter le défi démographique et donc réduire le déficit public, l'investissement dans la politique d'accès et le retour vers l'emploi des personnes qui en sont éloignées est une priorité absolue. L'IAE fait partie de la solution, non du problème.



-